REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTERE DES TRANSPORTS

MINISTRY OF TRANSPORTS

Avis de la Demande de Cotation N°.....002...../DC/MINT/CIPM/2025 du 03 MAR 2025 pour l'acquisition et l'installation du mobilier de bureau au cabinet du ministre.

1. **Objet de la Demande de Cotation**

Le *Maître d'Ouvrage* lance une consultation pour l'Acquisition du mobilier de bureau au Cabinet.

2. **Consistance des prestations**

Les prestations comprennent notamment l'Acquisition du mobilier de bureau au Cabinet.

3. **Participation et origine**

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux soumissionnaires *de droit camerounais.*

4. **Financement**

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financées par le Budget d'investissement Public de l'exercice 2025.sur la ligne d'imputation budgétaire n° 59.46.158.01.340010.524118

5. **Mode de soumission**

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est *exclusivement en ligne ;*

6. **Consultation du Dossier de Demande de Cotation**

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maitre d'Ouvrage aux heures et jours ouvrables au Service des Marchés porte C120, Tel. (237) 222 23 31 73 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage (à préciser).

7. **Acquisition du dossier de Demande de Cotation**

La version physique du dossier peut être obtenu au Service des Marchés porte C120, Tel. (237) 222 23 31 73 dès publication du présent avis contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **25000 (vingt-cinq mille) francs CFA.**

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique.

Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le payement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation DC.

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de 10 (dix) millions.

9. Cautionnement de soumission

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré au tarif en vigueur émis par un établissement financier ou une institution financière de premier ordre agréés par le Ministère des finances accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la caisse de dépôt et de consignations (CDEC) et portant la mention manuscrite de l'établissement émetteur d'un montant deux cent mille (200.000)francs CFA Valable pendant trente jours (30) jours au-delà de la date de validité des offres qui est de quatre-vingt-dix (90) jours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec l'Appel d'Offres concerné est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis, est irrecevable

10. Remise des Cotations

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.

- **la soumission étant en ligne**, la cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard 27 MAR 2025 13 Heures. ----------. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, l'original physique de l'offre et le récépissé de dépôt en ligne devront être transmis sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde » pour la copie de sauvegarde, en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis au Service des Marchés.

- Nb Taille et format des fichiers

la soumission étant en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.]

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 27 MAR 2025 à14 heures par la Commission interne de Passation des Marchés du Maître d'Ouvrage dans la salle de conférence du bâtiment rond du MINT.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Demande de Cotation. Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Demande de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heure accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

12. Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage si:

- Le pli physique de l'originale porte les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Le pli physique de l'originale est parvenu postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- *Les plis non-conformes au mode de soumission.*
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréés par le Ministre des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Critères d'évaluations

13.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

a. de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission,;

b. de l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission ;

c. des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;

d. du non-respect de six(06) critères essentiels sur huit (08) ;

e. de L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;

f. non-respect du format de fichier des offres en cas de soumission en ligne ;

g. de la non-conformité aux spécifications techniques de la fourniture;

h. de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;

j. de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE et SDPU...) ;

k. de la non-conformité du modèle de soumission ;

l. de l'absence de prospectus;

m. de la non-conformité du mode de soumission ;

n. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;

o. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

p. de l'absence de l'original de l'offre, du récépissé de dépôt en ligne et de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

13.2-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

+ la présentation de l'offre ;
+ les références du soumissionnaire ;
+ le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique), le cas échéant ;
+ la capacité financière d'un montant de trois(03) millions (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière)
+ la qualification et l'expérience du personnel
+ les moyens logistiques et matériels
+ la méthodologie d'exécution
+ le planning et délai d'exécution

NB : - Le système de notation des offres par attribution des points est proscrit au profit du mode binaire (oui ou non).

14- Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de deux (02) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la lettre commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification administrative, technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17-Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs **Cotations** pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des **Cotations.**

18-Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures et jours ouvrables au Service des Marchés porte C120, Tel. (237) 222 23 31 73 en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'ouvrage.

19. **LES RABAIS** : pour être pris en compte les éventuels rabais consentis doivent être mentionnés en lettres et en chiffres et non manuscrits.

20-Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargé des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, et la Cellule de Lutte Contre la Corruption du MO/MD au numéro ..... et de l'ARMP au numéro .....

Yaounde le, 03 MAR. 2025

Copies

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- mint ;
- Président CIPM ;
- Affichage -chrono *(pour information/publication)*

REPUBLIQUE DU CAMEROUN Republic of Cameroon Paix-Travail-Patrie Peace-Work-Fatherland Le Ministre Ministry of Transport MINISTERE DES TRANSPORTS

NGALLE BIBEHE Jean Ernest Masséna

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTERE DES TRANSPORTS

MINISTRY OF TRANSPORTS

Notice of Request for Quotation No. 002 /DC/MINT/CIPM/2025 of 03 MAR. 2025 for the acquisition and installation of office furniture in the Minister's office.

1. Subject of the Request for Quotation
The Contracting Authority is launching a consultation for the purchase of office furniture for the Minister's cabinet.

2. Scope of services
The services notably comprise the purchase of office furniture for the Cabinet.

3. Participation and origin
Participation in this Request for Quotation is open to bidders under Cameroonian law.

4. Financing
The services covered by this Request for Quotation are financed by the Public Investment Budget for the financial year 2025, on budget No. 59.46.158.01.340010.524118.

5. Submission Mode
The submission method chosen for this Request for Quotation is exclusively online;

6. Consultation of the Request for Quotation file
The physical file can be consulted free of charge at the Contracting Authority's offices during work hours and days, specifically at the Contracts Department, door C120, Tel. (237) 222 23 31 73 upon publication of the present notice.

The file can also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses http://www.marchespublics.cm and http://www.publiccontracts.cm on the ARMP website (www.armp.cm) or by any other electronic means of communication indicated by the Contracting Authority (to be specified).

7. Obtaining the Request for Quotation file
The physical version of the file may be obtained from the Contracts Department at door C120, Tel (237) 222 23 31 73 upon publication of the present notice against presentation of a receipt for payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of **25,000 (twenty-five thousand) CFA francs.**

8. Estimated cost

The estimated cost of the operation following the preliminary studies is 10 (ten) million F CFA

9. Tender bond

To avoid rejection, each bidder must enclose with his administrative documents, a bid bond stamped at the current rate issued by a first class financial establishment or financial institution approved by the Ministry in charge of Finance accompanied by a deposit receipt issued by the *Deposit and Consignment Fund* (CDEC) and bearing the handwritten mention of the issuing establishment in the amount of two hundred thousand (200. 000)francs CFA Valid for thirty (30) days beyond the date of validity of the bids which is ninety (90) days.

A bid bond produced but having no connection with the invitation to tender concerned shall be considered invalid. A tender security submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. Submission of quotations

Each quotation must be written in French or English.

- As the bid submission is online, the quotation must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than 27 MAR 2025 at 13:00. ----------. A back-up copy of the bid saved on a USB key or CD/DVD, the physical original of the bid and the online submission receipt must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication 'back-up copy' for the back-up copy, in addition to the above mention within the time limit set to the Procurement Department.

- Nb File size and format

Bid submission being online, the maximum sizes of the documents through the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer
- 5 MB for the Financial Offer.
- The following formats are accepted:
- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Applicants must use compression software to reduce the size of the files to be transmitted].

11. Opening of bids

Bids will be opened during a single session 27 MAR 2025 ---------- at 2 p.m. by the Contracting Authority's internal Tender Board in the conference room of the round building.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorised person of their choice.

To avoid rejection, the documents in the administrative file required must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Rules for the Request for Quotation. They must be less than three (03) months old or have been drawn up after the date of signature of the notice of Request for Quotation.

In the case of a missing document in the administrative file or file which fails to comply with the specifications during bid opening, after a period of 48 hours allowed by the board, the bid will be rejected.

12. Admissibility of quotations

The administrative documents, the technical quotation and the financial quotation will be inadmissible by the Contracting Authority if:
- The original physical envelope bears indications as to the identity of the bidder;
- The original physical envelope was received after the deadline for submission;
- Envelopes that do not comply with the submission method.
- Envelopes without any indication of the identity of the tenderer;

Any bid that is incomplete in accordance with the provisions of the quotation file will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public procurement or failure to comply with the model documents in the quotation file will result in the outright rejection of the quotation without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned will be considered absent. A bid bond submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

13. Assessment criteria
13.1-Eliminatory criteria

These include

a. failure to produce, within 48 hours of the opening of the bids, any document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing other than the bid bond.;
b. the absence or non-conformity of the bid bond;
c. false declarations, fraudulent practices or falsification of documents;
d. Failure to comply with six (06) of the eight (08) essential criteria;
e. the absence of a declaration on honour that the service has not been abandoned in the last three years;
f. Non-compliance with the format of the tender file in the case of on-line submission;
g. non-compliance with the technical specifications of the supply;
h. the absence of a quantified unit price in the quotation;
i. the absence of an element of the financial offer (the tender, the BPU, the DQE);
j. non-conformity of the tender model;
k. the absence of a prospectus;
l. non-conformity of the method of submission;
m. the absence of the dated and signed integrity charter;

n. the absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses; p. the absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
o. the absence of the original tender, the online submission receipt and the back-up copy event of a malfunction of the COLEPS plateform.
p. Non-compliance with the staff profile.

13.2-Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will relate, by way of indication, to:

- the presentation of the bid;
- the bidder's references;
- after-sales service (availability of spare parts, repair workshop, technical staff), where applicable;
- financial capacity in the amount of three (03) million (access to a line of credit or other financial resources, turnover, proof of financial solvency)
- staff qualifications and experience
- logistical and material resources
- execution methodology
- the execution schedule and deadline.

NB: - The system of scoring bids by awarding points is outlawed in favour of the binary mode (yes or no).

14- Estimated time for completion

The maximum period envisaged by the project owner for carrying out the services covered by this Request for Quotation is two (02) months. This period runs from the date of notification of the service order to begin the services.

16- Award

The project owner will award the order letter to the bidder who has submitted a bid that meets the required administrative, technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest, including any proposed discounts.

17-Duration of validity of the Quotations

Tenderers remain bound by their Quotations for 90 days from the deadline set for the submission of Quotations.

18-Further information

Additional information may be obtained during working hours and on working days from the Contracts Department, door C120, Tel (237) 222 23 31 73 online on the COLEPS platform at http://www.marchespublics.cm and http://www.publiccontracts.cm or any other electronic means of communication indicated by the Contracting Authority.

19. DISCOUNTS: in order to be taken into account, any discounts granted must be stated in words and figures and not handwritten.

20- Combatting corruption and malpractice

If you wish to report any practices, facts or acts, attempts at corruption or acts of malpractice, please call CONAC on 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) by SMS or telephone on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and the Anti-Corruption Unit of the MO/MD on ..... and the ARMP Yaounde on the,

Copies

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP)
- ARMP
- mint ;
- Président CIPM ;
- Noticeboard -chrono *(for information/publication)*

03 MAR. 2025

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Republic of Cameroon
Paix-Travail-Patrie
Peace-Work-Fatherland
Le Ministre
Ministry of Transport
MINISTERE DES TRANSPORTS

NGALLE BIBEHE Jean Ernest Masséna